



Annales historiques de la Révolution française

342 | octobre-décembre 2005
Les Iles britanniques et la Révolution française

L'Écosse et la Révolution française

Atle L. Wold



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1924>

DOI : 10.4000/ahrf.1924

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 145-158

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Atle L. Wold, « L'Écosse et la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 342 | octobre-décembre 2005, mis en ligne le 15 décembre 2008, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1924> ; DOI : 10.4000/ahrf.1924

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

L'Écosse et la Révolution française

Atle L. Wold

- 1 Il convient de commencer un compte rendu des ouvrages existants sur l'Écosse et la Révolution française par ce qui est encore le seul et unique travail qui donne une vue d'ensemble sur ce sujet : le livre de Henry W. Meikle publié pour la première fois en 1912¹. Parce qu'il couvrait presque tous les aspects des relations entre l'Écosse et la Révolution française, l'ouvrage de Meikle était original et novateur lorsqu'il parut pour la première fois, et, depuis, c'est un point de départ naturel pour qui souhaite étudier ce sujet. Dans une certaine mesure, Meikle en est venu à définir les différentes catégories, ou thèmes, que d'autres historiens ont explorés plus à fond par la suite ; de plus, le fait que les spécialistes qui écrivent sur l'Écosse des années 1790 continuent jusqu'à ce jour à se référer à Meikle témoigne de la qualité de son travail pionnier. Bien qu'aucun autre ouvrage d'ensemble de même type n'ait été publié depuis le livre de Meikle en 1912, des recherches considérables ont été effectuées sur les différents aspects des relations de l'Écosse avec la Révolution française². Cet article aborde de manière thématique les différents ouvrages touchant à ce sujet tout en mettant l'accent sur les thèmes les plus centraux qui y sont liés.
- 2 Le premier d'entre eux, est, très naturellement, l'impact positif que la Révolution française eut en Écosse pour ces Écossais qui voyaient d'un œil favorable le type d'idéaux politiques que la Révolution représentait. C'est cet aspect de l'Écosse et de la Révolution française qui, peut-être, a suscité le plus grand intérêt de la part des historiens. Les réactions des autorités en Écosse, à la fois en termes d'administration de la vie quotidienne, et de mesures plus draconiennes concernant les poursuites judiciaires des extrémistes devant des tribunaux pour les crimes politiques soit de « sédition », soit de « trahison », constitueront le deuxième thème principal que nous évoquerons. Puis nous aborderons les sources qui existent sur le soutien que le gouvernement reçut des Écossais qui étaient opposés à la fois à la Révolution française et aux réformes politiques chez eux. Pendant la majeure partie des années 1790, la Grande-Bretagne fut en guerre contre la République française, et les deux derniers thèmes de notre article concerneront le

recrutement de soldats en Écosse et la contribution financière du pays à l'État britannique de cette époque, deux éléments cruciaux pour l'effort de guerre.

- 3 La Révolution française de 1789 redonna vigueur au mouvement écossais pour la réforme politique des villes affranchies. Les partisans de la réforme, qui appartenaient aux classes moyennes, trouvèrent une nouvelle inspiration dans les événements de France et mirent sur pied de nouvelles organisations afin de présenter de vieilles revendications politiques d'une manière plus énergique que par le passé. Puis, au printemps 1792, et encore plus vigoureusement à l'automne de cette même année, le déclenchement de la guerre sur le continent et la tournure extrémiste que prit la Révolution en France donna lieu à une réaction plus populaire en Écosse, où des foules prirent part à des émeutes politiques sérieuses dans les villes, grandes et petites, à travers presque tout le pays. Généralement parlant, la poussée du mouvement radical en Écosse se concentra sur la période 1792 à 1794-95, lorsque la réaction gouvernementale à ce mouvement organisé commençait à produire des effets. Le plus important travail sur le radicalisme en Écosse dans les années 1790 est la thèse de doctorat de 1983 de John D. Brims, dans laquelle il étudie à la fois le radicalisme du peuple et le mouvement pour la réforme relevant davantage de la classe moyenne, qui s'organisèrent pour former ce qui fut connu sous le nom d'« Association of the Friends of the People », et que Brims appela « Scottish Democratic Movement »³. Brims insiste davantage sur ce dernier élément, et son étude sur les Amis du Peuple reste, à ce jour, le travail le plus parfaitement documenté sur le radicalisme écossais. De fait, il constitue la base et le point de départ de la plupart des études ultérieures menées sur ce sujet. Outre sa thèse, Brims a également écrit quatre articles sur différents aspects du radicalisme écossais dans les années 1790, publiés dans des recueils d'essais⁴. Emma Vincent Macleod a écrit un essai intéressant et lucide sur l'influence générale de la Révolution française en Écosse et, plus récemment, elle a publié un article dans lequel elle affirme que - en dépit d'une radicalisation croissante des Amis du Peuple et du mouvement pour la réforme en Écosse en 1792-94 - un groupe relativement peu nombreux de whigs écossais dans l'opposition avait pour préoccupation constante la mise en œuvre d'un programme réformiste modéré⁵.

- 4 Bien que la vague radicale en Écosse en 1792 ait en grande partie été causée par les nouvelles concernant les événements qui se produisaient en France et par l'influence des idées révolutionnaires françaises, elle trouva également son origine dans l'accumulation de mécontentement et d'opposition du peuple vis-à-vis des autorités à propos de trois questions essentielles qui n'étaient cependant pas nouvelles. C'était la réforme électorale des villes déjà mentionnée, la campagne pour les droits politiques des catholiques en Grande-Bretagne et les attaques contre le népotisme en usage au sein de l'Église presbytérienne d'Écosse⁶. L'association radicale des Amis du Peuple en Écosse, qui était devenue le point de convergence des activités radicales ou réformistes au début des années 1790, organisa en tout quatre conventions qui se tinrent à Edimbourg. Parmi celles-ci, la quatrième et dernière resta connue sous le nom de « Convention britannique », surtout parce que des délégués d'associations radicales anglaises y assistèrent aussi. Gordon Pentland a étudié les arguments politiques et le débat d'idées exposés pendant les conventions et en a conclu que le radicalisme écossais dans les années 1790 avait un air britannique et que les délégués à la Convention britannique, en particulier, tentèrent de créer un patriotisme britannique en opposition à celui que partageaient le gouvernement et les associations loyalistes contre les réformes⁷. Pour les émeutes d'inspiration politique de 1792-94 le livre de Kenneth Logue de 1979 est un

travail essentiel. Sur la période qui s'étend de 1780 à 1815, Logue a mené une enquête minutieuse concernant toutes les sortes d'émeutes et de troubles qui eurent lieu en Écosse, aussi bien ceux inspirés ou causés par le radicalisme politique que ceux qui faisaient suite à la Révolution française, et ceux dont les causes étaient autres, telles la pénurie de céréales ou des mesures impopulaires prises par le gouvernement ⁸. Christopher A. Whatley qui a écrit un article sur l'émeute de l'« anniversaire du roi » à Édimbourg en 1792, qui a marqué le début des manifestations politiques en Écosse dans les années 1790, a également abordé la question du respect que les habitants des Lowlands d'Écosse témoignaient à leurs supérieurs à cette époque. Enfin, on relève l'étude d'Eric Richards sur une émeute survenue dans le Ross-shire dans les Highlands en 1792 ⁹.

- 5 Après que le mouvement radical reçut un coup sérieux du fait de la contre-offensive du gouvernement en 1793-95, la plus grande partie de ce qui restait des radicaux écossais se réfugia dans la clandestinité. Ceux qui refusèrent d'abandonner la cause radicale furent de plus en plus attirés vers le programme révolutionnaire de l'association mystérieuse des « Écossais Unis », société secrète établie sur le modèle de celle des « Irlandais Unis », de beaucoup plus célèbre et plus importante. Bien que les Écossais Unis aient moins attiré l'attention des historiens et suscité un moindre intérêt que le mouvement radical et les conventions d'Édimbourg en 1792-1794, Elaine McFarland a consigné ses réflexions sur cette association dans son étude comparative du radicalisme en Irlande et en Écosse dans les années 1790, et on peut trouver davantage d'informations sur l'influence des Irlandais Unis en Écosse dans le livre de Nancy J. Curtin de 1994 ¹⁰. T.M. Devine a enfin écrit un essai sur les causes de l'échec des réformes radicales en Écosse, abordées dans une perspective sociale et économique ¹¹.
- 6 La vague d'extrémisme populaire en 1792 ainsi que la présence constante, les années suivantes, d'un mouvement radical fort et actif, soutenu par un assez grand nombre d'individus, ont constitué pour les autorités écossaises un défi quant à la mise au point et l'adoption de mesures politiques susceptibles de contrer avec efficacité cette nouvelle menace radicale. Ces mesures avaient pour objet en partie de contenir ou réprimer le soutien croissant apporté aux idées et décisions politiques radicales, et en partie d'arrêter le flux vers l'Écosse d'idées révolutionnaires françaises. Elles représentèrent, pour les autorités écossaises, un défi politique sans précédent par son importance. La plupart des spécialistes qui ont étudié le gouvernement en Écosse au cours de cette décennie révolutionnaire ont eu tendance à mettre l'accent sur la personne du « gouverneur » de l'Écosse : Henry Dundas. Deux biographies traditionnelles de Dundas, écrites par Holden Furber et Cyril Matheson dans les années 1930, fournissent des indications utiles sur les autorités en Écosse - outre des détails sur la vie de Dundas et sa carrière politique - mais ce n'est qu'en 1992 que fut publiée par Michael Fry une biographie mise à jour, plus soigneusement documentée : *The Dundas Despotism* ¹².
- 7 Bien que la place prépondérante occupée par Dundas dans la vie politique de l'Écosse, en tant que dirigeant principal du gouvernement écossais dans les années 1790, justifie que lui et ses proches soient un objet de référence lorsque l'on traite du gouvernement en Écosse à cette époque, les autorités écossaises ne se limitaient pas à la famille Dundas. De ce fait, le travail essentiel sur l'exécutif écossais dans la dernière décennie du XVIIIe siècle est la thèse de doctorat de David J. Brown de 1989 *Henry Dundas and the Government of Scotland*, car l'entreprise de Brown a consisté à traiter expressément du gouvernement en Écosse, et non à fournir une biographie de Dundas ¹³. Une version abrégée de son travail a été publiée dans la revue *History* ¹⁴. Du fait que Dundas avait travaillé en relation

étroite avec le premier ministre William Pitt le Jeune presque tout au long de sa carrière de politicien britannique, et avait occupé différents postes dans le Cabinet au cours des années 1790, les ouvrages sur William Pitt et son administration comportent souvent des informations concernant Dundas et le gouvernement en Écosse et aussi sur les rapports entre le gouvernement central à Westminster et les administrations locales en Écosse. Pour cet aspect particulier du gouvernement en Écosse après la Révolution française, l'ouvrage qui fait autorité est sans conteste l'étude complète sur William Pitt en trois volumes de John Ehrman, bien qu'il existe également de plus courtes biographies écrites par Michael Duffy et Eric J. Evans ¹⁵.

- 8 Les années 1790 connurent un certain nombre de procès politiques, dont on a beaucoup parlé, contre des radicaux de premier plan tant en Écosse qu'en Angleterre. La plupart étaient poursuivis en justice pour sédition - un petit nombre d'entre eux seulement furent jugés pour le crime plus grave de trahison - et, dans le cas des personnages les plus en vue, un thème central dans l'accusation fut d'avancer qu'ils essayaient d'ébranler l'État britannique en tentant de fomenter une révolution en Grande-Bretagne, semblable aux événements qui se déroulaient en France en 1792. La poursuite en justice en Grande-Bretagne des radicaux pour des délits politiques fut l'une des mesures les plus importantes prises par le gouvernement pour tenter de contrer les influences de la Révolution française en Grande-Bretagne, et, ici, les tribunaux écossais jouèrent un rôle primordial en ce qui concerne la mise au point des arguments de l'accusation. Le sort de ces accusés qui comparurent devant les magistrats écossais, plus particulièrement celui des prétendus « martyrs » de 1793-94, a fait l'objet d'une attention considérable jusqu'à ce jour, d'abord de la part du juge libéral Lord Cockburn ¹⁶ vers le milieu du XIXe siècle, puis de Henry W. Meikle en 1912. Le travail le plus important et le plus récent est celui de John Barrell, qui a mené une étude précise des arguments de l'accusation dans les principaux procès pour sédition en Écosse en 1793-1794 ¹⁷. D'autres comptes rendus ont été donnés par Christina Bewley, qui a plus particulièrement abordé le procès de Thomas Muir, le premier des radicaux écossais à avoir été lourdement condamné à quatorze ans d'exil à Botany Bay en Australie, par John Brims qui a davantage considéré les procès en général, et par William James Anderson qui a étudié le procès de David Downie, l'un des deux Écossais jugés pour trahison dans les années 1790 ¹⁸. Alors que John Barrell a étudié les arguments présentés par l'accusation au cours des procès et que d'autres auteurs ont fait des commentaires sur la loi de sédition et la légalité du bannissement en tant que peine dans la loi écossaise, aucun travail plus spécialement destiné à étudier la loi de sédition en Écosse d'un point de vue légal n'a été encore été entrepris. Nous avons nous-même examiné quelques documents judiciaires existant, mais sans souci d'exhaustivité ⁽¹⁹⁾, notre étude n'étant pas destinée à l'être. À l'heure actuelle, un chercheur soucieux de trouver davantage d'informations à propos de ce crime mal défini trouvera une introduction utile au système de lois écossais dans *Historical Introduction* de John W. Cairns, et d'autres détails dans les écrits qui font autorité du baron David Hume en particulier ²⁰. Le caractère légal du bannissement en tant que peine dans la loi écossaise fut un point qui suscita quelque controverse au moment des procès, et qui a aussi été débattu par la suite. David Hume traita de cette question dans ses *Commentaries*, dans lesquels il soutint que le recours au bannissement comme châtement en Écosse était pour le moins prioritaire, en dépit du fait que, désignée par un mot importé d'Angleterre, cette sentence n'avait pas pour origine la loi écossaise. Les procès en Écosse n'ont pas eu bonne presse auprès de ceux qui les ont étudiés en détail, et ceci a en particulier été lié au rôle et à la conduite de juges arrogants, fort peu respectueux des règles de procédure et qui,

souvent, ont été considérés comme très nettement favorables à l'accusation. Brian D'Osborne a écrit une biographie d'un des magistrats écossais les plus tristement célèbre : le vice-président de la haute cour, Robert McQueen, baron Braxfield²¹. John M. Pinkerton a étudié la carrière et le travail de Lord Cockburn et ce sur quoi reposait sa condamnation des procès, et a conclu que les arguments de Cockburn pourraient n'avoir pas été aussi solidement fondés sur la lettre de la loi qu'il le prétendait lui-même²². On peut trouver des comptes rendus détaillés des procès les plus importants dans *State Trials* de William Cobbett, en particulier dans les volumes 23 et 24²³.

É

- 9 Jusque là, cet article a abordé les ouvrages concernant les réactions positives en Écosse à la Révolution française, et la riposte des autorités devant cette menace radicale. Il y eut cependant de nombreux Écossais pour réagir de manière négative aux événements qui se produisaient de l'autre côté de la Manche, de même que par la suite à l'influence des idées révolutionnaires françaises qui s'ensuivit en Grande-Bretagne, et à la vague de radicalisme politique dans le pays. Bien que la révolution semble avoir été accueillie avec un sentiment d'« attente positive » par la majorité des Écossais dans les premiers temps, la tournure radicale prise par les événements en France en 1792, l'exécution de Louis XVI en janvier 1793 et l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne contre la République française en février de la même année, semblent avoir fait prendre un tournant à beaucoup d'Écossais, si ce n'est à la plupart d'entre eux, pour rejoindre le camp du gouvernement. Ce soutien du peuple au gouvernement se manifesta de plusieurs façons différentes ; parfois il répondit à des initiatives gouvernementales, d'autres fois il se fit jour en dehors des autorités. D'abord, le soutien pour les corps constitués en Grande-Bretagne se trouva concentré dans les associations loyalistes, dont un certain nombre fut créées vers la fin de 1792. Parmi celles-ci, une association qui opérait à partir de Londres appelée « The Association for the Preservation of Liberty and Property », ou APLP en abrégé, devint la plus influente, en partie du moins parce qu'elle obtint l'appui des autorités, d'un point de vue politique et financier. L'APLP a été l'objet d'un certain nombre d'études, cependant la plupart d'entre elles ont concerné l'Angleterre, et de fait, il existe des indications claires que l'association n'a jamais été en mesure de se prévaloir d'un nombre élevé de partisans en Écosse, comme c'était le cas en Angleterre. Bien que l'exemple du mouvement des associations loyalistes puisse suggérer que la fidélité au régime était plus faible en Écosse qu'en Angleterre, il existait d'autres façons de prouver son loyalisme et l'on peut avancer que les Écossais le firent avec vigueur par ces autres moyens. Montrer son attachement à l'État pouvait prendre la forme de contributions financières spontanées à l'effort de guerre, d'offres à servir l'État en personne dans des régiments de volontaires ou par d'autres voies, ou de renseignements fournis aux autorités sur les activités des leaders radicaux²⁴. Les Écossais étaient également des auteurs très en vue de résolutions loyalistes, qui constituaient un moyen hautement apprécié de faire preuve de son attachement à l'État dans les années 1790.
- 10 Les manifestations de loyalisme pouvaient parfois prendre la forme d'activités illégales comme des émeutes ou de l'agitation en faveur de l'État, et celles-ci d'habitude se traduisaient par des actes d'intimidation envers des extrémistes politiques et leurs biens ou par des agressions physiques. Cependant, en général, un tel « loyalisme militant » était un phénomène anglais, et il y a peu de preuves d'émeutes loyalistes en Écosse, bien que des actions d'intimidation vis-à-vis des radicaux s'y soient produites, comme en Angleterre. Outre le soutien plus général de la population écossaise, les corps contitués

bénéficiaient de l'appui à toute épreuve de l'Église d'Écosse et des membres de son clergé qui incluaient souvent des passages politiques dans leurs sermons. Emma Vincent a étudié en détail les attitudes du clergé de l'Église presbytérienne, et l'on peut également trouver des éléments sur ce point dans quelques uns des travaux sur le népotisme de l'Église mentionnés plus haut ²⁵.

- 11 Les manifestations d'attachement à l'État britannique en temps de guerre n'étaient cependant qu'un des deux principaux aspects du soutien que le gouvernement reçut dans les années 1790. L'autre était l'*argumentation* présentée par les écrivains loyalistes. Après tout, les radicaux remettaient bel et bien en question de nombreux aspects du système politique britannique, et les loyalistes relevèrent ce défi et prirent part au débat politique afin de défendre le statu quo, argumenter contre les réformes politiques en Grande-Bretagne, et soutenir une guerre prolongée contre la France. C'était un débat d'ampleur nationale en Grande-Bretagne qui faisait référence à des discussions antérieures datant au moins du milieu du XVIIIe siècle. Le travail essentiel sur l'idéologie politique dans les années 1790 est *A War of Ideas* d'Emma Vincent Macleod ²⁶. Les études concernant des aspects spécifiquement écossais de l'idéologie loyaliste des années 1790 sont moins nombreuses, mais Marlies K. Danziger et Henry L. Fulton les ont abordés dans des articles relatifs aux opinions anti-françaises qu'avaient deux Écossais de première importance, James Boswell et John Moore. Nous avons nous-même entrepris d'examiner les arguments présentés par les écrivains écossais loyalistes ²⁷.
- 12 Le soutien à l'État britannique en temps de guerre peut également être considéré comme ayant un lien avec des questions d'identité, avec ce qui constitue le fait d'être Britannique et le patriotisme, et ce en particulier, peut-être à cause de l'universalisme auquel les révolutionnaires français adhéraient. Le travail qui définit la question de l'identité britannique au XVIIIe siècle est *Britons*, ouvrage de grande portée de Linda Colley dans lequel elle affirmait qu'une identité britannique fut forgée au XVIIIe siècle, surtout pour faire suite, et en réaction à la longue succession de guerres entre la Grande-Bretagne et la France ²⁸. Néanmoins, pour ce qui est plus spécifiquement de l'identité écossaise, les recherches les plus récentes et les plus importantes ont été effectuées par Colin Kidd, et sont présentées dans deux livres et deux articles, où il a affirmé qu'une identité plus distinctement « britannique du nord » s'était formée en Écosse au XVIIIe siècle ²⁹.
- 13 Au cours des années 1790, l'État britannique fut en guerre contre la République française, et afin de mener le combat, il fallut enrôler des hommes pour le service armé et lever des fonds pour financer les opérations militaires. Deux thèmes centraux concernant ce qui se passa en Écosse dans les années 1790 relèvent donc de sa participation en hommes dans les forces armées, et des recettes fiscales remises au Ministère des Finances. Le recrutement de soldats est un sujet qui a été étudié de manière systématique, tant pour ce qui est de la participation relative des différentes régions que pour ce qui concerne l'ensemble de la Grande-Bretagne. Un travail complet a été mené à bien par J.W. Western dès 1953, dans lequel il a donné une vue générale sur le « recrutement des forces terrestres » dans toute la Grande-Bretagne de 1793 à 1799 ; il a publié par la suite plusieurs articles sur des questions de recrutement, vers lesquelles nous reviendrons plus tard ³⁰. Une mise à jour plus récente a été publiée par J.E. Cookson en 1997. Dans ce livre, Cookson a adopté une démarche comparative tout au long de son examen des politiques et stratégies militaires de recrutement du gouvernement britannique pendant les guerres révolutionnaires et napoléoniennes. Cookson a fourni une abondante documentation sur la participation écossaise en termes d'hommes pour les forces armées. Ses conclusions

montrent qu'il y avait un nombre disproportionné d'Écossais dans presque toutes les armes des troupes britanniques, qu'il s'agisse des forces armées de métier, ou de ces unités auxquelles on avait fait appel pour faire front à la menace d'invasion ou pour assurer la défense « intérieure »³¹. En ce qui concerne le recrutement pour les forces terrestres, les Highlands d'Écosse ont joué un rôle essentiel dans les années 1790, entre autres parce que Henry Dundas et d'autres politiciens de premier plan de l'époque considéraient les Highlands comme un terrain de recrutement de choix, et les habitants de la région comme aptes à devenir d'excellents soldats. Andrew Mackillop a écrit un ouvrage détaillé sur le rôle des Highlands et des Écossais de cette région dans les forces armées britanniques au XVIIIe siècle; ce thème était central dans la thèse de doctorat de 3e cycle de Stanley Carpenters, et J.E. Cookson a étudié ce qu'il appelle le « culte du tartan » et le conservatisme propre aux Highlands au début du XIXe siècle³².

14 Bien que le recrutement pour l'armée de métier et la marine ait été notable tout au long des années 1790, la menace croissante d'une invasion française, surtout à partir de 1796 et au cours des années suivantes, signifia qu'il fallait accorder toujours plus d'importance au recrutement et à l'entretien d'une institution militaire considérable pour la défense du territoire national. En Angleterre, la *milice* constitua le rempart principal contre l'invasion, mais du fait qu'il n'y avait pas de milice écossaise au moment de la déclaration de guerre, une solution rapide de remplacement fut trouvée par l'utilisation des *territoires* écossais déjà en place - c'était une force de défense interne ; rien de semblable n'existait en dehors de l'Écosse -, en partie par l'augmentation des effectifs dans les régiments déjà constitués, et en partie par la création de nouveaux. Les régiments territoriaux furent cependant mis en péril par une série de mutineries en 1794-95, et dès 1797, on trouva opportun de lever une milice aussi en Écosse³³. La formation de la milice écossaise en 1797 a suscité de l'intérêt de la part de nombreux historiens, surtout du fait que la première tentative du gouvernement pour appliquer la loi sur la milice se heurta à la rébellion la plus grave, la plus violente et la plus étendue qui ait eu lieu dans les années 1790 en Écosse. Bien que les émeutes finirent soit par être brisées, soit par retomber d'elles-mêmes, et que la nouvelle force fût levée avec succès, elles représentèrent néanmoins une menace très sérieuse pour les autorités locales en Écosse. L'étude la plus détaillée des émeutes concernant la milice est, à ce jour, celle que Kenneth Logue a menée pour son livre *Popular Disturbances*, mais J.R. Western a également écrit un article sur la levée de la milice³⁴. Les émeutes de loin les plus graves à propos de la milice eurent lieu dans la petite ville de Tranent, à l'est d'Édimbourg, dans le comté d'East Lothian, et ont fait l'objet d'une étude particulière de Kenneth Logue³⁵.

15 Outre les régiments de la milice et des territoriaux, les autorités encouragèrent les civils loyalistes à s'armer dans le cadre de *corps de volontaires* paramilitaires à partir de 1794, et les années suivantes. De telles unités pouvaient se former n'importe où en Grande-Bretagne, mais en fait elles furent particulièrement bien acceptées en Écosse. D'autres *forces auxiliaires* civiles furent ensuite levées en 1798 suivant le plan général pour une « défense du royaume » qui fut mis sur pied à une époque où il était considéré comme hautement probable que les Français tenteraient d'envahir les îles Britanniques dans un avenir proche³⁶. Les troupes - au fur et à mesure qu'elles étaient rassemblées - avaient bien sûr besoin d'être logées d'une manière ou d'une autre, du moins jusqu'à ce qu'elles soient envoyées en mission à l'étranger, et on assista, au cours des années 1790, à une innovation par rapport à la politique longtemps suivie du « cantonnement », selon laquelle les soldats étaient habituellement logés dans des auberges ou auprès de

particuliers, pour faire place à un programme à grande échelle de construction de casernes. James Douet a étudié en détail les projets du gouvernement dans ce domaine, où l'Écosse a joué un rôle de premier plan ³⁷. Alors qu'un nombre considérable de casernes étaient construites en Écosse dans les années 1790, le degré de protection navale prévu pour les côtes écossaises et la marine marchande resta insignifiant pour la plus grande partie de la décennie. L'auteur de cet article a tenté de dresser un état de quelques unes des doléances présentées par les Écossais à propos du manque de protection navale, ainsi que des réponses qu'elles reçurent des autorités à Londres ³⁸.

- 16 Alors que la part prise par les Écossais dans les forces armées au cours des années 1790 a fait l'objet de plusieurs études, la participation financière apportée par les Écossais en termes d'impôts et taxes payés au Ministère des Finances n'a pas suscité un intérêt comparable. Dans une certaine mesure, ceci est peut être dû au manque de sources en ce qui concerne les questions financières, de même qu'à la complexité technique de ce point, ce qui rend ce sujet difficile à étudier, sans parler d'en tirer des conclusions. Une recherche détaillée sur la participation relative de l'Écosse aux finances de l'État britannique en temps de guerre a pourtant été menée par Alan Gunning dans sa thèse de doctorat novatrice au sujet de cette question délicate; ce travail reste le plus important concernant les finances écossaises dans les années 1790 ³⁹. La conclusion générale à laquelle il est parvenu après une analyse très prudente des sources qu'il a pu rassembler indique que la participation financière de l'Écosse était restée modeste tout au long des années 1790 - quelle qu'ait été la méthode de calcul employée - mais qu'elle augmentait régulièrement au cours de cette période en termes absolus et relatifs ⁴⁰. Pour une comparaison directe des impôts payés par les Écossais et les Anglais dans les années 1790, on trouvera toutefois un tableau très utile sur les droits de douane et de régie perçus dans un travail non publié de John Bruce, qui était à la tête du « State Paper Office » du gouvernement dans les années 1790 ⁴¹.
- 17 D'autres historiens ont examiné différents aspects des finances écossaises ou de l'économie en Écosse dans les années 1790. David J. Brown et Vivien E. Dietz ont tous deux étudié l'industrie du whisky écossais - qui jouit d'une période d'expansion phénoménale vers la fin du XVIIIe siècle - et les politiques que l'administration mit en œuvre dans le but, en temps de guerre, de tirer davantage de recettes fiscales de cette industrie ⁴². Ian Donnachie a étudié l'industrie de la brasserie en Écosse et comment l'expansion de la production du whisky l'avait affectée, alors que Christopher Whatley a examiné les deux marchandises essentielles qu'étaient le sel et le charbon ⁴³. L'impôt sur le charbon, en particulier, devint une question qui suscita de très vives controverses dans les années 1790, et nous avons nous-même étudié les revendications qui avaient été présentées pour obtenir la suppression de cet impôt, ainsi que l'abrogation qui s'ensuivit en 1793 ⁴⁴.

NOTES

1. Henry W. MEIKLE, *Scotland and the French Revolution*, Glasgow, J. Maclehose, 1912 ; réimpression, London, Frank Cass, 1970.

2. On peut bien sûr trouver des informations dans des travaux généraux sur l'histoire d'Écosse, parmi lesquels un grand nombre sont de bonne qualité. Parmi les travaux universitaires les plus récemment publiés, on doit citer T.M. DEVINE, *The Scottish Nation 1700-2000*, Londres, Allen Lane, The Penguin Press, 1999. Michael LYNCH, *Scotland: A New History*, Londres, Century, 1991. De même que David ALLAN, *Scotland in the Eighteenth Century: Union and Enlightenment*, Harlow, Longman, 2001 et Christopher A. WHATLEY, *Scottish Society, 1707-1830: Beyond Jacobitism, Towards Industrialisation*, Manchester, Manchester University Press, 2000.
3. John D. BRIMS, « The Scottish Democratic Movement in the Age of the French Revolution », thèse de doctorat non publiée, Université d'Édimbourg, 1983.
4. John BRIMS, « Scottish Radicalism and the United Irishmen », in David DICKSON, Daire KEOGH et Kevin WHELAN (éd.), *The United Irishmen: Republicanism, Radicalism and Rebellion*, Dublin, Lilliput Press, 1993, pp. 151-166 ; « From Reformers to “Jacobins”: The Scottish Association of the Friends of the People », in T.M. DEVINE (éd.), *Conflict and Stability in Scottish Society, 1700-1850*, Edimbourg, John Donald, 1990, pp. 31-50 ; « The Covenanting Tradition and Scottish Radicalism in the 1790s » in Terry BROTHERSTONE (éd.), *Covenant, Charter, and Party: Traditions of revolt and protest in modern Scottish History*, Aberdeen, Aberdeen University Press, 1989, pp. 50-62, et « The Scottish “Jacobins”: Scottish Nationalism and the British Union », in Roger A. MASON (éd.), *Scotland and England 1286-1815*, Edimbourg, John Donald, 1987, pp. 247-265.
5. Emma VINCENT MACLEOD, « The Influence of the French Revolution in Scotland », in James LAIDLAW (éd.), *The Auld Alliance: France and Scotland over 700 Years*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 1999, pp. 126-141, et « The Scottish Opposition Whigs and the French Revolution » (à paraître). Sur la réaction initiale à la Révolution française en Écosse, voir également Lord COCKBURN, *Memorials of his time*, Edimbourg, 1856, réimprimé en 1977, Edimbourg, James THIN, et Clive EMSLEY, *Britain and the French Revolution*, Harlow, Longman, 2000.
6. À ce propos, voir John BRIMS, thèse de doctorat, Robert Kent DONOVAN, *No Popery and Radicalism: Opposition to Roman Catholic Relief in Scotland, 1778-1782*, New York, Garland, 1987 ; Stewart J. BROWN, « Church-State Relations in Scotland after the Union », in H.T. DICKINSON et Michael LYNCH (éd.), *The Challenge to Westminster: Sovereignty, Devolution and Independence*, East Linton, Tuckwell Press, 2000, pp. 71-80, et « Religion in Scotland » in H.T. DICKINSON (éd.), *A Companion to Eighteenth-Century Britain*, Oxford, Blackwell, 2002, pp. 260-270, Emma VINCENT, « The Responses of the Scottish Churchmen to the French Revolution, 1789-1802 », *Scottish Historical Review*, 73, 1994, pp. 191-215.
7. Gordon PENTLAND, « Patriotism, Universalism and the Scottish Conventions, 1792-1794 », *History*, 89, 2004, pp. 340-360.
8. Kenneth LOGUE, *Popular Disturbances in Scotland, 1780-1815*, Edimbourg, John Donald, 1979.
9. Christopher A. WHATLEY, « Royal Day, People's Day: the Monarch's Birthday in Scotland, c. 1660-1860 » in Roger MASON et Norman MACDOUGALL (éd.), *People and Power in Scotland: Essays in Honour of T.C. Smout*, Edimbourg, John Donald, 1992, pp. 170-188, Christopher A. WHATLEY, « How Tame were the Scottish Lowlanders during the Eighteenth Century ? » in T.M. DEVINE (éd.), *Conflict and Stability in Scottish Society, 1700-1850*, pp. 1-30 ; Eric RICHARDS, *The Highland Clearances: People, Landlords and Rural Turmoil*, Edimbourg, Berlinn Ltd., 2000.
10. Elaine MCFARLAND, *Ireland and Scotland in the Age of Revolution: Planting the Green Bough*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 1994 ; Nancy J. CURTIN, *The United Irishmen: Popular Politics in Ulster and Dublin 1791-1798*, Oxford, Clarendon Press, 1994.

11. T.M. DEVINE, « The Failure of Radical Reform in Scotland in the late Eighteenth Century: The Social and Economic Context », in T.M. DEVINE (éd.), *Conflict and Stability in Scottish Society, 1700-1850*, pp. 51-64.
12. Michael FRY, *The Dundas Despotism*, Édimbourg, Edinburgh University Press, 1992 ; Holden FURBER, *Henry Dundas: First Viscount Melville, 1742-1811, Political Manager of Scotland Statesman, Administrator of British India*, Oxford, Oxford University Press, 1931, et Cyril MATHESON, *The Life of Henry Dundas: First Viscount Melville 1742-1811*, Londres, Constable, 1933.
13. David J. BROWN, « Henry Dundas and the Government of Scotland », thèse de doctorat non publiée, Université d'Édimbourg, 1989.
14. David J. BROWN, « The Government of Scotland under Henry Dundas and William Pitt », *History*, 83, 1998, pp. 265-279.
15. John EHRMAN, *The Younger Pitt*, 3 vols., Londres, Constable, 1969, 1983, 1996 ; Michael DUFFY, *The Younger Pitt*, Harlow, Longman, 2000, et Eric J. EVANS, *William Pitt the Younger*, Londres, Routledge, 1999.
16. Lord COCKBURN, *An Examination of the Trials for Sedition which have hitherto occurred in Scotland*, 2 vols., Édimbourg, 1888; New York, 1970.
17. John BARRELL, *Imagining the King's Death: Figurative Treason, Fantasies of Regicide 1793-1796*, Oxford, Oxford University Press, 2000.
18. Christina BEWLEY, *Muir of Huntershill*, Oxford, Oxford University Press, 1981 ; John BRIMS, thèse de doctorat, et William James ANDERSON, « David Downie and the "Friends of the People" », *The Innes Review: Scottish Catholic Historical Studies*, 16, 1965, pp. 165-179.
19. Atle Libaek WOLD, « The Scottish Government and the French Threat, 1792-1802 », thèse de doctorat non publiée, Université d'Édimbourg, 2003.
20. John W. CAIRNS, « Historical Introduction », in Kenneth REID et Reinhard ZIMMERMANN (éd.), *A History of Scots Private Law, I : Introduction and Property*, 2 vols., Oxford, Oxford University Press, 2000, pp. 14-184 ; Baron David HUME, *Commentaries on the Law of Scotland respecting the Description and Punishment of Crimes*, 2 vols, Edimbourg 1797, 1800-1844.
21. Brian D'OSBORNE, *Braxfield: the hanging judge ? Justice-Clerk Robert McQueen of Braxfield*, Glendaurel, Argyll Publishers, 1997.
22. John M. PINKERTON, « Cockburn and the Law », in Alan BELL (éd.), *Lord Cockburn: A Bicentenary Commemoration, 1779-1979*, Édimbourg, Scottish Academic Press, 1979, pp. 104-123.
23. William COBBETT [et T.B. HOWELL], *A Complete Collection of State Trials and Proceedings for High Treason and other Crimes and Misdemeanours from the Earliest Period [1163] to the Present Time [1820]*, Londres, 1809-1826, volume 23 (1817), volume 24 (1818).
24. Pour un débat sur les différentes manières dont de nombreux Écossais montrèrent leur attachement à l'État britannique, voir : Atle L. WOLD, thèse de doctorat, chapitre 6. Voir également Emma VINCENT MACLEOD, « A City invincible? Edinburgh and the War against Revolutionary France », *British Journal of Eighteenth-Century Studies*, 23, 2000, pp. 153-166.
25. Emma VINCENT, « The Responses of the Scottish Churchmen », *Scottish Historical Review*, 73, 1994, pp. 191-215. Voir aussi thèse de doctorat de David BROWN.
26. Emma VINCENT MACLEOD, *A War of Ideas: British Attitudes to the Wars Against Revolutionary France, 1792-1802*, Aldershot, Ashgate, 1998.
27. Marlies K. DANZINGER, « "Horrible Anarchy": James Boswell's View of the French Revolution », *Studies in Scottish Literature*, 23, 1988, pp. 64-76, Henry L. FULTON,

- « Disillusionment with the French Revolution: The Case of the Scottish Physician John Moore », *Studies in Scottish Literature*, 23, 1988, pp. 46-63, et Atle L. WOLD, thèse de doctorat.
28. Linda COLLEY, *Britons: Forging the Nation 1707-1837*, Londres, Yale University Press, 1992.
29. Colin KIDD, *Subverting Scotland's Past: Scottish Whig historians and the creation of an Anglo-British Identity, 1689-c.1830*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, *British Identities before Nationalism: Ethnicity and Nationhood in the Atlantic World, 1600-1800*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, « Gaelic Antiquity and National Identity in Enlightenment Ireland and Scotland », *English Historical Review*, 109, 1994, pp. 1197-1214, et « North Britishness and the Nature of Eighteenth-Century British Patriotisms », *Historical Journal*, 39, 1996, pp. 361-382.
30. J.R. WESTERN, « The Recruitment of the Land Forces in Great Britain, 1793-99 », thèse de doctorat non publiée, Université d'Édimbourg, 1953.
31. J.E. COOKSON, *The British Armed Nation 1793-1815*, Oxford, Clarendon Press, 1997. Voir également : Linda COLLEY, « The Reach of the State, the Appeal of the Nation: Mass Arming and Political Culture in the Napoleonic Wars », in Lawrence STONE (éd.), *An Imperial State at War*, Londres, Routledge, 1994, p. 165-184.
32. Andrew MACKILLOP, « *More Fruitful than the Soil* »: *Army, Empire and the Scottish Highlands, 1715-1815*, East Linton, Tuckwell Press, 2000 ; Stanley Dean MACDONALD CARPENTER, « Patterns of Recruitment of the Highland Regiments of the British Army, 1756 to 1815 », thèse de doctorat de 3e cycle non publiée, Université de St. Andrews, 1977. Voir aussi J.E. COOKSON, « The Napoleonic Wars, Military Scotland and Tory Highlandism in the Early Nineteenth Century », *Scottish Historical Review*, 78, 1999, pp. 60-75.
33. John PREBBLE, *Mutiny: Highland Regiments in Revolt 1743-1804*, Londres, Secker and Warburg, 1975, et LOGUE, *Popular Disturbances*.
34. J.R. WESTERN, « The Formation of the Scottish Militia in 1797 », *Scottish Historical Review*, 34, 1955, pp. 1-18.
35. Kenneth J. LOGUE, « The Tranent Militia Riot of 1797 », *Transactions of the East Lothian Antiquarian and Field Naturalists' Society*, 14, 1974, pp. 37-61. De Sandy MULLAY, *The Tranent Massacre*, East Lothian Council Library Service, 1979, n'ajoute rien à l'exposé de Logue.
36. Outre *Armed Nation* de COOKSON et la thèse de doctorat de WESTERN, voir J.R. WESTERN, « The Volunteer Movement as an Anti-Revolutionary Force, 1793-1801 », *English Historical Review*, 71, 1956, pp. 603-614.
37. James DOUET, *British Barracks 1600-1914: Their Architecture and Role in Society*, Londres, Stationery Office, 1998.
38. Atle L. WOLD, « A Union of Arms? Scottish attitudes to the French Revolutionary War » (à paraître).
39. Alan GUNNING, « War, the Central Government and the Scottish Economy 1750-1830 », thèse de doctorat non publiée, Université de Strathclyde, 1984.
40. Gunning a établi à la fois une comparaison directe par tête entre les recettes fiscales perçues en Écosse et en Angleterre, et aussi un calcul plus compliqué dans lequel il a essayé de rapprocher les recettes fiscales à la richesse imposable relative des deux pays.
41. John BRUCE, « Report, On the Events and Circumstances which Produced the Union of the Kingdoms of England and Scotland; On the Effects of this Great National Event, on the Reciprocal Interests of both Kingdoms; and On the Political and Commercial Influence of Great Britain, in the Balance of Power in Europe », non publié (State Paper Office, 1798). Un exemplaire de ce livre se trouve à la Bibliothèque Nationale d'Écosse à Édimbourg.

42. David J. BROWN, « The Politicians, the Revenue Men and the Scots Distillers, 1780-1800 », *Review of Scottish Culture*, 12, 1999, pp. 46-58, et Vivien E. DIETZ, « The Politics of Whisky: Scottish Distillers; the Excise, and the Pittite State », *Journal of British Studies*, 36, 1997, pp. 35-69.
43. Ian DONNARCHIE, *A History of the Brewing Industry in Scotland*, Édimbourg, John Donald, 1979, Christopher A. WHATLEY, « Salt, Coal and the Union of 1707: A Revision article », *Scottish Historical Review*, 66, 1987, pp. 26-45, et Christopher A. WHATLEY, « New Light on Nef's Numbers: Coal Mining and the First Phase of Scottish Industrialisation, c. 1700-1830 », in A.J.G. CUMMINGS et T.M. DEVINE (éd), *Industry, Business and Society in Scotland since 1700: Essays presented to Professor John Butt*, Édimbourg, John Donald, 1994, pp. 2-23.
44. Atle L. WOLD, thèse de doctorat.
-

RÉSUMÉS

L'impact de la Révolution française sur l'Écosse n'a pas été aussi étudié que celui qu'elle a eu sur l'Angleterre et l'Irlande. Cet article s'attache à évoquer les travaux récents à présent disponibles sur le radicalisme et le loyalisme écossais, sur la réponse des autorités écossaises à la Révolution française, sur les poursuites contre les radicaux, et sur la contribution financière et militaire de l'Écosse à la guerre contre la France en révolution.

Scotland and the French Revolution. The impact of the French Revolution on Scotland had not been paid the same degree of scholarly attention as its influence on England and Ireland, but this essay explores the recent work now available on Scottish radicalism and loyalism, the Scottish government's response to the French Revolution, the prosecution of radicals, and Scotland's military and financial contribution to the war against Revolutionary France.

INDEX

Mots-clés : fiscalité, recrutement, radicalisme, répression, Écosse, loyalisme

AUTEUR

ATLE L. WOLD

University of Edinburgh, School of History, Edinburgh, EH8 9JY, Écosse, Royaume-Uni